

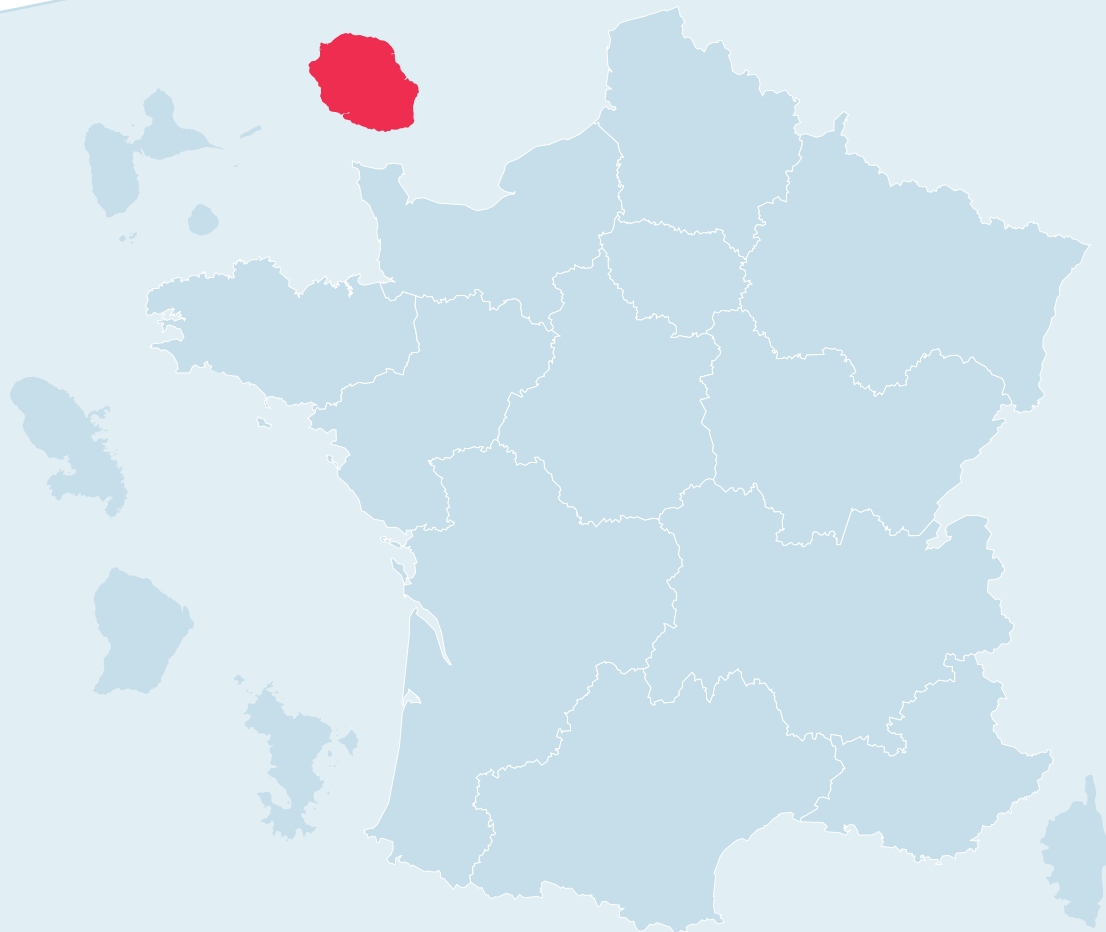


FORMATION PROFESSIONNELLE, APPRENTISSAGE ET EMPLOI

# Monographies régionales



Mai 2020




R É G I O N  
L A R É U N I O N



# CENTRE INFO AU SERVICE DES ACTEURS RÉGIONAUX

**Centre Info propose une information dédiée, actualisée et continue sur la mise en œuvre des politiques régionales de formation professionnelle, d'orientation, d'insertion et d'apprentissage des 18 collectivités territoriales:**

- la rubrique Régions sur [www.centre-info.fr](http://www.centre-info.fr) traite chaque jour de l'actualité du secteur en Région et y consacre des dossiers thématiques (PRIC, Covid-19...)
- le fil twitter [@inffo\\_regions](https://twitter.com/inffo_regions) (7000 followers) vous informe en temps réel des actualités et points de vue des acteurs
- la base de données « Formation et apprentissage en région » vous permet d'accéder aux mesures phare des politiques régionales (CPRDFOP, PRIC, conventions, aides régionales...)
- tous les 15 jours, le magazine *Info Formation* valorise les initiatives et innovations portées par les acteurs du secteur en région



**Centre Info met à la disposition des acteurs régionaux de nombreuses ressources en accès gratuit:**

- des dépliants et plaquettes pour mieux identifier les réseaux et structures du secteur de la formation, de l'orientation et de l'apprentissage
- des brochures réalisées en partenariat avec Régions de France <https://www.centre-info.fr/site-regions-formation/nos-publications>
- et pour assurer une veille complète, les dossiers documentaires et bases de données bibliographiques ([www.ressources-de-la-formation.fr](http://www.ressources-de-la-formation.fr))



Suivez Centre Info  
[www.centre-info.fr](http://www.centre-info.fr)

[f](https://www.facebook.com/centreinfo) centreinfo - [in](https://www.linkedin.com/company/centre-info) centre-info - [t](https://twitter.com/centreinfo) @centreinfo





# RÉGION LA REUNION

## SOMMAIRE

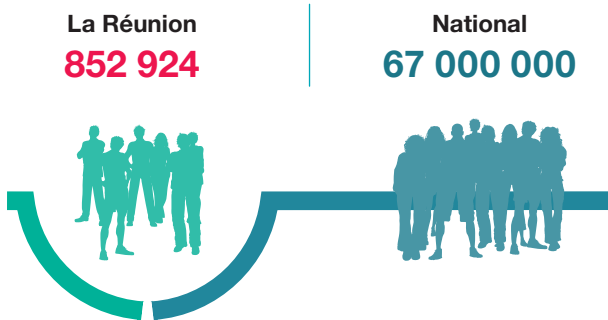
DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES .....	3
INDICATEURS FORMATION-APPRENTISSAGE .....	5
PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS .....	7
BUDGETS .....	9
PROGRAMMATION REGIONALE (ET PARTENARIAT) .....	11
DERNIERES ACTUALITES .....	12

La collecte des données chiffrées contenues dans ce document est arrêtée en décembre 2019.

# PRINCIPAUX INDICATEURS

## POPULATION

Nombre d'habitants en 2019



## SECTEURS D'ACTIVITÉ

Nombre d'emplois - 1<sup>er</sup> trimestre 2019



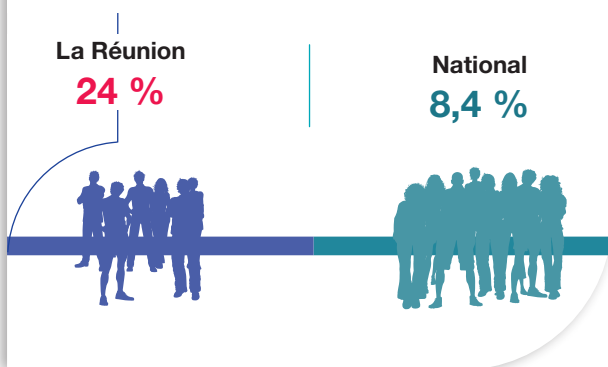
SECTEURS TERTIAIRE MARCHAND

SECTEURS INDUSTRIE

SECTEURS TERTIAIRE NON MARCHAND

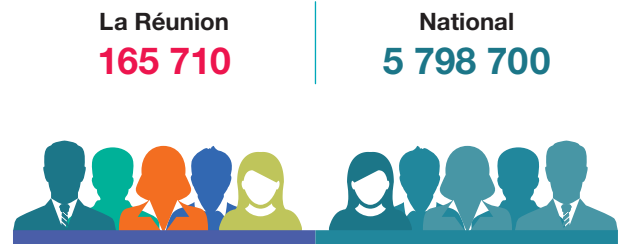
## TAUX DE CHÔMAGE 1<sup>er</sup> trimestre 2019

% de la population active



## DEMANDEURS D'EMPLOI

Nombre en juillet 2019

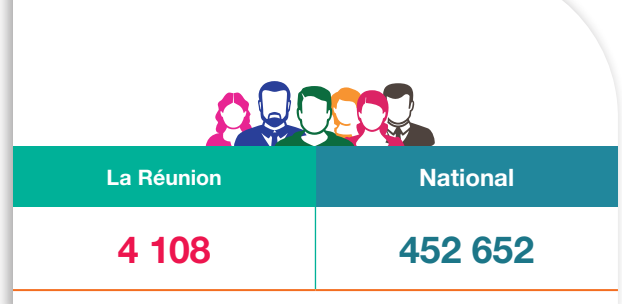


## PRESTATAIRES DE FORMATION

	La Réunion	National
Organismes de formation	<b>652</b> en 2017	<b>67 600</b> en 2017
CFA	<b>14</b> en 2018	<b>936</b> en 2018/2019

## EFFECTIFS D'APPRENTIS

Nombre en 2018/2019



## BUDGET GLOBAL

Évolution du budget de la région en millions d'euros

2017	2018	2019
<b>73,5</b>	<b>72</b>	<b>110,2</b>

## BUDGET FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

En 2019 en millions d'euros



## DONNÉES SOCIO-ÉCONOMIQUES

POPULATION ET EMPLOI	REGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
POPULATION TOTALE	862 300 en 2018	852 924 en 2019	%	67 000 000 au 1 <sup>er</sup> janvier 2019
POPULATION ACTIVE	343 000 en 2017	340 000 en 2018	-0,19 %	30 70 000 en 2019
dont 16-25 ans	51 281 en 2015	Non renseigné	-1,87%	2 780 000 en 2017
DEMANDEURS D'EMPLOI (catégories A, B et C)	168 770 (3 <sup>ème</sup> trimestre 2018)	165 710 (3 <sup>ème</sup> trimestre 2019)	-1,81%	579 6800 (3 <sup>ème</sup> trimestre 2019)
Moins de 25 ans	21 190 (3 <sup>ème</sup> trimestre 2018)	20 380 (3 <sup>ème</sup> trimestre 2019)	-3,82%	743 900 (3 <sup>ème</sup> trimestre 2019)
25-49 ans	Non renseigné	Non renseigné		3 530 000 (3 <sup>ème</sup> trimestre 2019)
50 ans ou plus	45 300 (3 <sup>ème</sup> trimestre 2018)	46 570 (3 <sup>ème</sup> trimestre 2019)	2,8%	1 522 900 (3 <sup>ème</sup> trimestre 2019)
TAUX DE CHOMAGE (% de la population active)	23 % en 2017	24% en 2018	1 %	8,5 % (2 <sup>ème</sup> trimestre 2019) (France hors Mayotte)
dont 15-24 ans	50,3 %	42 % en 2018	-	18,6 % (2 <sup>ème</sup> trimestre 2019) (France hors Mayotte)
dont 25-49 ans	23,2 %	Non renseigné	-	7,5 % (2 <sup>ème</sup> trimestre 2019) (France hors Mayotte)
dont 50-64 ans	16,6 %	Non renseigné	-	6,1 % (2 <sup>ème</sup> trimestre 2019) (France hors Mayotte)

SOURCES : INSEE, DARES, CARIF-OREF LA REUNION

SECTEURS D'ACTIVITES POUR LA REGION	LIBELLE	NB D'EMPLOI / %	AU NIVEAU NATIONAL
SECTEURS GENERIQUES (4 <sup>ème</sup> trimestre 2019)  (en milliers)	Tertiaire marchand	119,9	12 465,5
	Tertiaire non marchand	109,4	8 046,4
	Industrie	18,2	3 159,2
PRINCIPAUX SECTEURS en 2015			
Secteur 1	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	13,7 %	12,7 %
Secteur 2	Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	10,5 %	12,7 %
Secteur 3	Construction	5,8 %	5,5 %

SOURCE : CONJONCTURE INSEE LA REUNION, 2019

METIERS EN TENSION	REGION	NATIONAL
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Jardiniers salariés</li> <li>• Agents d'entretien de locaux</li> <li>• Aides et apprentis de cuisine, employés polyvalents de la restauration</li> <li>• Surveillants d'établissements scolaires</li> <li>• Professionnels de l'animation socioculturelle</li> <li>• Aides à domicile et aides ménagères</li> <li>• Formateurs</li> <li>• Agriculteurs salariés</li> <li>• Ouvriers qualifiés des travaux publics, du béton et de l'extraction</li> <li>• Employés de libre-service</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agents d'entretien des locaux (y compris ATSEM)</li> <li>- Agriculteurs salariés et ouvriers agricoles</li> <li>- Aides à domicile et aides ménagères</li> <li>- Aides, apprentis, employés polyvalents de la restauration (y compris commis)</li> <li>- Aides-soignants (médico-psycho, auxiliaires puériculture, etc.)</li> <li>- Employés de libre-service</li> <li>- Ouvriers non qualifiés de l'emballage et manutentionnaires</li> <li>- Professionnels de l'animation socioculturelle (y compris directeurs)</li> <li>- Serveurs de cafés et de restaurant</li> <li>- Viticulteurs, arboriculteurs salariés et cueilleurs</li> </ul>

SOURCE : LEGUIDEDESMEIERS.COM, POLE EMPLOI, AEF NOUVELLE VIE PROFESSIONNELLE

## INDICATEURS FORMATION-APPRENTISSAGE

## LES ORGANISMES DE FORMATION

		REGION			NATIONAL
		Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
NOMBRE D'OF		-	652 en 2017	-	67 600 en 2017
NOMBRE DE STAGIAIRES AYANT BENEFICIE D'UNE FORMATION COMMANDITEE PAR LE CONSEIL REGIONAL EN 2016	Formations commandées par les Conseil régionaux	5 415 en 2015	14 827 en 2016	173,81%	576 243 en 2016
	Formations commandées et rémunérées par les Conseil régionaux	4 070 en 2017	6 400 en 2018	57,25%	201 600 en 2018

Sources : Annexe au projet de finances 2018 et 2020, Dieccte La Réunion

## APPRENTISSAGE

	REGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
Nombre CFA		14 en 2018		936 CFA/SA en 2018/2019
Montant de la dépense pour l'apprentissage (en milliers d'euros)	35 676 en 2017	Non renseigné	-	1 574 811 en 2018 (Hors AURA, Corse, Guadeloupe, Guyane La réunion, Mayotte)
Effectif d'apprentis	4 630 en 2016/2017	4 108 en 2018-2019	-11,27%	452 652 en 2018/2019
Nb de contrats d'apprentissage	3 382 en 2018	2 634 en 2019	-22,12%	314 084 en 2019
Secteurs recrutant des apprentis	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agriculture (élevage, agroalimentaire, aménagement, horticulture),</li> <li>- Industrie (artisanat, BTP, communication, électricité, électronique, énergie, automobile, réseau productique, maintenance),</li> <li>- Services (commerce, vente gestion, administration, hôtellerie, restauration, alimentation, tourisme, santé, social, soin, sécurité, transport, logistique, magasinage, coiffure, esthétique)</li> </ul>			

Sources : RERS, DARES PoEm, Loi de Finances pour 2020



## **PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ**

LA FRANCE A LANCÉ EN 2004 UNE NOUVELLE POLITIQUE INDUSTRIELLE. LES PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ ONT ÉTÉ CRÉÉS POUR STRUCTURER DES RÉSEAUX SUR UNE THÉMATIQUE DONNÉE, EN ASSOCIANT DES ENTREPRISES, DES LABORATOIRES DE RECHERCHE ET DES ÉTABLISSEMENTS DE FORMATION. LES POUVOIRS PUBLICS NATIONAUX ET LOCAUX SONT ÉTROITEMENT ASSOCIÉS À CETTE DYNAMIQUE.

CINQUANTE-SIX PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ RECENSÉS EN FRANCE EN 2019.

UN PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ DANS LA RÉGION

### **Qualitropic**

Seul pôle de compétitivité des DOM, Qualitropic est basé à La Réunion, au Sud-Ouest de l'océan Indien, dans le Quartier d'affaires La Mare à quelques minutes de Saint-Denis de La Réunion, le chef-lieu. Il est au cœur d'un secteur stratégique comprenant la zone aéroportuaire, la Technopole, l'Université de La Réunion ainsi qu'un bassin d'activités économiques et d'emplois majeur.

<http://www.qualitropic.fr/>

Source : [Compétitivité.gouv.fr](http://competitivite.gouv.fr), 2019

## **CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS**

DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AOUT 2018, 17 NOUVEAUX CAMPUS ONT ÉTÉ LABELLISÉS, S'AJOUTANT AUX 78 DÉJÀ EXISTANTS. LE TERRITOIRE NATIONAL COMPTE DESORMAIS 95 CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS DANS DES CHAMPS D'ACTIVITÉS TRÈS DIVERS. [23 ont été labellisés campus d'excellence en 2020.](#)

DEUX CAMPUS DES MÉTIERS DANS LA RÉGION DE LA RÉUNION

### **Campus des métiers et des qualifications Génie civil et écoconstruction en milieu tropical**

#### **Labellisé campus d'excellence**

- Territoire : Réunion - Mayotte
- Secteurs professionnels : Bâtiment, travaux publics, architecture
- Filière(s) de formation : Bâtiment, travaux publics, architecture et construction, énergies et environnement, bois, matériaux de construction, domotique

### **Campus des métiers et des qualifications Du management & services numériques**

- Territoire : Océan Indien
- Secteurs professionnels : Management et Services Numériques
- Filière(s) de formation : Professionnelles et qualifiantes : gestion / administration, commercialisation de biens et services, informatique de gestion, Technologiques et universitaires : Générales et grandes écoles - FTLV- Numériques

Source : [Ministère de l'Éducation nationale](http://ministere-education.gouv.fr), 2019



## PRINCIPAUX INTERLOCUTEURS

### CONSEIL REGIONAL

<b>Groupe Majoritaire Politique</b>	Les Républicains
<b>Président(E)</b>	Didier ROBERT
<b>Vice-Président</b>	Louis-Bertrand GRONDIN, conseiller régional en charge de la formation professionnelle et de l'apprentissage

### COMMISSIONS

<b>Commission Education, Formation, Jeunesse et Réussite</b>	
Présidente	Nathalie BASSIRE
Vice-Présidente	
<b>Commission en charge de l'apprentissage (n'existe pas)</b>	
Président(e)	-
<b>Commission Développement économique et Entreprises</b>	
Président(e)	Danièle LE NORMAND

### DIRECTIONS GENERALES

<b>Direction Général Des Services</b>	
Directeur	Mohamed AHMED
<b>Direction Général Adjoint</b>	
Directeur (trice)	Manuella LEYNAUD

### DIRECTION FORMATION ET APPRENTISSAGE

<b>Direction de la Formation professionnelle et de l'apprentissage</b>	
Directeur	Giovanni GUFFLET
Contact	Tél. : 02 62 92 47 50
<b>Pôle apprentissage</b>	
Responsable	Gilles TARBES

Source : Conseil régional

**SERVICES DE L'ÉTAT**

Fonction	Nom	Prénom	Téléphone (std)
Préfet de région	DE SAINT-QUENTIN	Amaury	02 62 40 77 77
SGAR	GAUCI	Pascal	02 62 40 77 77
DIRECCTE	MATTERA	Michel-Henri	02 62 94 07 07
Recteur	MARIMOUTOU	Vêlayoudom	02 62 48 10 10

**INSTANCES ET OPÉRATEURS RÉGIONAUX**

CARIF-OREF

**Réunion Prospective Compétences**

Directeur : David RIVIERE

Site internet : <https://www.rpc.re/>

## BUDGETS

### BUDGETS CONSOLIDES

#### BUDGETS 2017/2018/2019

En Millions d'euros

Années	Dépenses totales			Formation professionnelle et apprentissage			Enseignement		
	Dépenses			Dépenses			Dépenses		
	totales	Fonctionnement	d'investissement	totales	Fonctionnement	d'investissement	totales	de fonctionnement	d'investissement
2017	1027,3	430	597,3	73,5	60,8	12,7	138,4	66,2	72,2
2018	1001,4	453,1	548,2	72	57,7	14,3	119,4	69,8	49,7
2019	1014,1	485,5	528,7	110,2	99	11,2	113	73,1	39,9

Source : DGCL

#### AUTRES FINANCEURS EN REGION

En Millions d'euros

	REGION			NATIONAL
	Année N-1	Année N	Évolution (en %)	Année N
BUDGET FPA DES REGIONS	35 676	Non communiqué		1 388 M€ en 2019

Source : DGCL, FPSPP, Loi de finances pour 2020

### BUDGET PRIMITIF

Voté le 29 mars 2019 - les chiffres ci-dessous sont extraits de la délibération de la Région.

Le budget primitif 2019 est d'un montant de 1,659 milliard d'euros dont 105 millions d'euros pour la formation professionnelle et l'apprentissage.

#### BUDGET PRIMITIF DE LA REGION POUR L'EXERCICE 2019 (en euros)

Libellé	Recettes	Dépenses
Fonctionnement	607 0303 210	351 566 053 (AP/AE)
Investissement	450 096 335	277 186 427 (AP/AE)
Total	1 057 399 545	628 752 480 (AP/AE)

**Capacités d'engagement**

Libellé	BP 2018	BP 2019	Evol°
Enseignement, Formation professionnelle et apprentissage			
Fonctionnement	56 110 000 €	114 949 790 €	
Investissement	54 101 000 €	55 443 036 €	
Action Economique			
Fonctionnement	3 044 955 €	18 500 €	
Investissement	6 233 157 €	0	

Source : Conseil régional La Réunion

## PROGRAMMATION REGIONALE (ET PARTENARIAT)

### CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION 2015-2020 (SIGNE LE 28 AOUT 2015)

Volet 5. Cohésion sociale et employabilité

#### 5.1. Employabilité

Développer les missions d'analyse des besoins et améliorer l'adaptation des compétences aux besoins

Professionnalisation des acteurs de l'accompagnement vers l'emploi

Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences

Développement des compétences GPEC EDEC

Soutien et développement de l'économie sociale et solidaire

Soutenir les chantiers école et l'insertion par l'activité économique

#### 5.2. Cohésion sociale

Développer les actions innovantes en faveur de la jeunesse

Mise en œuvre d'un plan anglais

Source : Centre Inffo, Base FAR, 2019

### CPRDFOP 2018-2021

Le CPRDFOP a été adopté par délibération le 22 juin 2018.

Source : Base FAR Centre Inffo, 2019

### PACTE D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPETENCES POUR LA REUNION

En présence de Jean-Marie MARX, Haut-commissaire aux compétences et à l'inclusion par l'emploi, Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de La Réunion et Didier ROBERT, président du conseil régional de La Réunion ont signé le pacte régional d'investissement dans les compétences entre l'État et le Conseil régional de La Réunion, le 18 avril 2019.

Les objectifs du plan régional d'investissement dans les compétences sont :

- proposer aux réunionnais des parcours qualifiants et un accès personnalisé à l'emploi ;
- accompagner les projets innovants dans les territoires,
- placer l'entreprise au cœur du système ;
- consolider la dynamique partenariale ;
- relever le défi des mutations économiques, numériques et énergétiques ;
- garantir l'accès des publics fragiles aux parcours qualifiants par la consolidation des compétences clés : une exigence pour construire une société de compétences.

Une enveloppe globale de 253,3 millions d'euros de l'État sera déployée sur la période 2019-2022 pour la formation des personnes les plus éloignées de l'emploi et répondre ainsi aux besoins immédiats et futurs des entreprises afin de garantir la cohésion de notre société.

La mise en œuvre de ces parcours de formation sera effectuée par la Région Réunion et Pôle Emploi.

En complément de cette contribution de l'État, la Région s'engagera à maintenir durant ces 4 années, son effort propre pour la formation professionnelle à hauteur de 34 M €/an représentant une enveloppe globale de 136 M€ pour 2019-2022.

Source : Base FAR, 2019

### SPRO

Déploiement du SPRO en 2019

Source : Conseil régional, orientations budgétaires 2019

## DERNIERES ACTUALITES

### Emplois francs : création d'une expérimentation à la Réunion

A titre expérimental, un [décret n° 2019-1471 publié au JO du 28 décembre 2019](#) ouvre l'éligibilité à l'emploi franc à des publics issus d'un parcours d'insertion sur le territoire de La Réunion pour une durée de trois ans.

A La Réunion, à titre expérimental et jusqu'au 31 décembre 2022, le bénéfice de l'aide de l'Etat « emplois francs » est également ouvert pour le recrutement d'un salarié sortant depuis moins de trois mois de l'un des dispositifs dont la liste est fixée par arrêté préfectoral, sans condition d'inscription à Pôle emploi ni de résidence dans un quartier prioritaire de la politique de la ville. Cette expérimentation fera l'objet d'une évaluation.

Source : Légifrance, 2019

### Insertion des jeunes : partenariat 2019-2021 entre la Région La Réunion et l'Association France Volontaires

Yolaine Costes (vice-présidente de la Région La Réunion) et Jacques Godfrain (président de l'association France Volontaires) ont signé, le 8 novembre 2019, un accord-cadre dont l'objectif est de définir et renforcer la coopération dans le domaine de la formation, la mobilité et l'employabilité des réunionnais.

La Région La Réunion et France Volontaires s'engagent dans ce nouveau partenariat afin :

- d'améliorer l'employabilité des jeunes réunionnais à travers une expérience de mobilité internationale,
- de renforcer les compétences des structures partenaires de la zone à travers l'implication de volontaires qualifiés et motivés,
- de dynamiser la coopération régionale et augmenter le nombre de projets de coopération entre La Réunion et les pays de la zone.

Selon la vice-présidente de la région : « Cette expérience est un véritable tremplin qui permet de développer son sens des responsabilités », insiste Yolaine Costes. Le volontariat est un levier très intéressant pour permettre aux jeunes diplômés d'avoir de l'expérience: cela est bénéfique pour tout le monde, aussi bien pour les jeunes que les territoires partenaires ».

Pour le président de France Volontaires, Jacques Godfrain, il est important de laisser les jeunes volontaires partir à l'étranger pour qu'à leur retour, « ils aient ce petit plus que les autres n'ont pas ». Autre point important pour Jacques Godfrain: les échanges humains. « Pourquoi nos jeunes volontaires seraient-ils les seuls à avoir accès à la mobilité et pas les jeunes des pays qu'ils visitent ? C'est bien de bâtir un monde plus dynamique mais au milieu des chiffres, il ne faut jamais oublier l'homme tel qu'il se voit et tel qu'il a envie de dialoguer avec les autres. Quand vous rencontrez des cultures cela débouche vers un autre monde: vous êtes imbibé de cette philosophie ».

Source : Conseil régional de la Réunion, 14 novembre 2019

### Emmanuel macron annonce un plan d'actions pour l'emploi et la formation à La Réunion

En visite à la Réunion, le président de la République a annoncé, jeudi 24 octobre, vingt mesures pour favoriser la formation, l'insertion professionnelle et la création d'activités sur ce territoire. Ces actions programmées sur trois ans sont financées en partie par le Plan d'investissement dans les compétences (Pic).

Multiplier les opportunités d'emploi, de formation et de création d'activités à la Réunion où le taux de chômage est de 24 % : c'est l'objectif du plan annoncé par Emmanuel Macron, jeudi 24 octobre, lors de son déplacement dans les Outre-mer de l'Océan indien. Ce plan détaillé *sur le site du ministère du Travail* passe par le renforcement des aides à l'emploi et à l'insertion mais aussi par la formation professionnelle.

#### FORMER 66 000 DEMANDEURS D'EMPLOI

Ainsi, pour la formation des demandeurs d'emploi et des jeunes décrocheurs, l'État va engager 253 millions d'euros supplémentaires entre 2019 et 2022, dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences (Pic). Cette mesure « *va permettre la formation de 5 000 demandeurs d'emploi supplémentaires par an dès 2020* », a indiqué le président de la République. Au total, sur trois ans, 66 000 personnes pourront bénéficier de formations « *qui débouchent sur des emplois* ».

Dans le domaine de l'aide à l'emploi et à l'insertion, plusieurs dispositifs sont activés. L'État s'engage ainsi à financer 12 000 emplois aidés (Parcours emploi compétences) par an pendant trois ans.

#### RECOURS AUX EMPLOIS FRANCS FACILITE

De plus, à partir de janvier 2020, l'accès aux emplois francs sera facilité. Le dispositif sera ouvert sans limite d'âge aux habitants des quartiers prioritaires de la Ville mais aussi aux personnes éloignées de l'emploi engagées dans des parcours d'insertion (Garantie jeune, insertion par l'activité économique, École de la 2<sup>e</sup> chance, etc.) Le recours à ce système d'emplois francs baptisé « Emploi Réunion » ne sera pas plafonné.

Par ailleurs, le budget consacré à l'insertion par l'activité économique sera doublé pour atteindre les 27,2 millions d'euros avec pour objectif d'embaucher 7 000 personnes chaque année. Le gouvernement prévoit également de maintenir la Garantie jeune à un « *haut niveau pendant trois ans* ». En pratique, 8 400 jeunes pourront en bénéficier entre 2020 et 2022.

À ces mesures s'ajoutent des actions en faveur de la création d'activités et du développement des entreprises. Au total, ce « *plan massif* » va mobiliser 700 millions d'euros sur trois ans.

**Source : Le quotidien de la formation, Estelle Durand, 28 octobre 2019**



